

APPEL A SOUTIEN !

70 PERSONNES DONT UNE 20aine D'ENFANTS MENACÉES D'EXPULSION !

Nous sommes des gens en galère, des chômeurs, des femmes seules, des familles avec enfants, des travailleur-se-s pauvres, des étudiant-e-s précaires, des personnes âgées et de différentes régions du monde. **Notre point commun est celui de ne pas avoir de logement depuis bien trop longtemps.** Nous avons donc décidé de nous organiser par nous-même pour appliquer, ici et maintenant, notre droit à vivre dignement.

Le **4 septembre 2015**, nous avons pris l'initiative de réquisitionner le bâtiment vide et voué à être démolit situé au 20 rue du Général Hoche, propriété d' **Habitat Toulouse**, Bailleur social qui possède plus de 17 500 logements dans la ville et qui compte parmi les membres de son Conseil d'Administration **nombre d'élus de la mairie de Toulouse, proches collaborateurs de Jean-Luc Moudenc.**

Dès notre arrivée, nous avons du mener une longue campagne de mobilisation afin de récupérer l'eau et l'électricité qui nous avait été coupé par les propriétaires, procédé utilisé pour nous faire sortir des lieux et nous remettre à la rue. Après avoir directement interpellés le maire de la ville et grâce au soutien de nombreux-se-s associations, collectifs et individus, nous avons réussi à faire appliquer ce droit fondamental d'accès à l'eau et à l'électricité, indissociable du droit à la vie et à la dignité. Depuis nous y vivons paisiblement, retrouvant ce répit et cette stabilité indispensables pour avancer dans nos projets de vie, ainsi que cette sérénité inaccessible quand on vit à la rue.

Mais voila que le **vendredi 4 mars**, nous sommes assigné-e-s au tribunal. En plus de demander notre expulsion immédiate, et dans une logique bien à eux, le bailleur social demande également des indemnités exorbitantes aux habitant.e.s qui se trouvent être déjà dans des situations extrêmement précarisées, à raison de 510 Euros par mois passés dans l'immeuble. Dans son délibéré, la juge réfute la demande d'expulsion immédiate et accorde un **délai de deux mois supplémentaires en plus de la trêve hivernal.** Mais sans réel logique, **elle retient tout de même l'octroie d'indemnités** par habitant.e.s et par mois passés dans le bâtiment.

Encore une fois, nous ne renonçons pas et réussissons à organiser un rendez-vous avec des responsables d'Habitat Toulouse, dont Luc Laventure, Directeur Général. Lors de cet entretien, il est convenu que **nous pouvons rester dans les lieux jusqu'à la fin de l'année scolaire** pour ne pas perturber la scolarité des enfants et avoir le temps de nous retourner. Et **Habitat Toulouse s'engage à missionner la structure « Soliha » pour trouver des solutions de relogements.**

A l'heure actuelle, la première phase de « diagnostique » des familles est bientôt achevé. Nous prévoyons dors et déjà de fixer un nouveau rendez vous avec Mr Laventure pour une réunion bilan avec les membres de l'association venus nous rencontrer et planifier la phase suivante de ce processus de relogement.

Habitat Toulouse est un bailleur social. C'est une structure dont les membres décisionnaires sont des élus de la mairie de Toulouse, donc des responsables politiques. Ce bâtiment est vide et voué à la démolition. Nous appelons donc à la responsabilité politique de ses membres, qui face au problème croissant du logement reconnu comme un droit fondamental et au manque de moyen mis en œuvre par les institutions politiques pour assurer un service public du logement, devraient soutenir ce genre d'initiatives qui apporte des solutions concrètes sans ne coûter rien à personne, et mettre en œuvre les moyens dont ils disposent face à ce genre de situation.

NOS REVENDICATIONS SONT LES SUIVANTES :

- Nous voulons rester dans ce bâtiment au minimum jusqu'à la fin de la scolarité des enfants
- Nous voulons des solutions de relogements concrètes
- Nous demandons la suppression des indemnités d'occupation

Nous sommes de plus en plus nombreux-se-s à galérer, à nous retrouver à dormir dehors, dans des voitures ou dans des logements de fortunes à cause du simple fait de ne pas être en capacité de répondre aux critères de plus en plus strictes imposés par le marché de l'immobilier, devenu un véritable business.

Nous voulons simplement avoir un toit au-dessus de notre tête, des chambres pour nos enfants, de l'eau courante, pouvoir être en sécurité avec nos familles, bref, un minimum pour vivre dignement. **Nous nous mettons donc en lutte pour rester dans ces lieux au minimum jusqu'à la fin de la scolarité des enfants et que des solutions de relogements concrètes soient proposées aux habitant.e.s !** Détourner les yeux, c'est cautionner les actions qu' Habitat Toulouse "bailleur social", est en train d'appliquer afin de faire toujours plus de profits sur le dos des plus pauvres.

Face à l'extension de la misère et au désengagement des responsables politiques, arrêtons de subir et organisons-nous par nous-mêmes pour notre survie, notre dignité et notre bonheur !

Ne laissons plus agir les protagonistes de notre misère ! La solidarité est notre arme !

Le collectif d'habitant.e.s de Lascrosses

Nous nous adressons à celles et ceux qui souhaiteraient soutenir notre combat, sous quelques formes que ce soit :

- à venir nous rencontrer, transmettre des lettres de soutien etc... : C'est quand vous voulez au *20 rue du Général Hoche, 31200 Toulouse* - Métro B Arrêt Barrière de Paris (en face du Leader Price du Boulevard Silvio Trentin) !

- à envoyer des mails à Habitat Toulouse :

Au président d'Habitat Toulouse et adjoint au maire :
franck.biasotto@mairie-toulouse.fr

- à nous écrire des lettres de soutien:

lascrosses2015@gmail.com